

COMBATTRE ENSEMBLE L'OFFENSIVE AUTORITAIRE

Sous la pression de l'extrême-droite annoncée à près de 40 % lors des prochaines élections, le gouvernement Attal renforce le cours autoritaire de l'État tous azimuts. Mais au-delà des jeux politiques, la bourgeoisie française veut mettre au pas la population pour augmenter ses profits à l'intérieur et faire la guerre à l'extérieur.

CRIMINALISATION DU MOUVEMENT DE SOLIDARITÉ AVEC LA PALESTINE

Le pouvoir se livre à une véritable chasse aux sorcières digne du maccarthysme, faisant de la France l'un des pays au monde où la solidarité avec la Palestine est la plus réprimée. Le secrétaire de la CGT du Nord vient de prendre un an de prison avec sursis. Rima Hassan, candidate aux européennes, et Mathilde Panot, députée et présidente du groupe LFI à l'Assemblée nationale, sont convoquées par la police pour « *apologie du terrorisme* », tout comme d'autres militantEs, comme le militant de RP Anasse Kazib ou en novembre dernier le directeur de publication du NPA. Des réunions publiques de Jean-Luc Mélenchon ont aussi été interdites. Fidèle allié de l'État d'Israël, le gouvernement français veut faire taire toute forme de solidarité avec la résistance du peuple palestinien.

L'ANTITERRORISME CONTRE LES MOBILISATIONS ENVIRONNEMENTALES

Face aux mobilisations environnementales qui se développent, le gouvernement a également fait le choix de la répression. Une centaine de militantEs avait mené une action symbolique en décembre dernier « *contre Lafarge et le monde du béton* ». À la suite de cela, 17 militantEs, dont deux membres du NPA, ont été placés en garde à vue sous le régime de l'anti-terrorisme et 9 passeront en procès.

Dans le Tarn, la police harcèle depuis des mois les personnes qui s'opposent à l'A69. Dimanche dernier, 5000 manifestantEs se sont réunis à Toulouse, malgré les pressions de la mairie qui a menacé les organisations signataires de leur faire payer toute dégradation du mobilier urbain.

contact@npa2009.org

LA PRESSION S'ACCENTUE

Le gouvernement veut mettre la pression : contre la jeunesse et les mineurs, décrits comme gangrénés par la violence ; contre les habitantEs de Mayotte ou de la Guadeloupe, victimes de politiques néocoloniales et racistes ; contre les précaires qui sont expulsés de leurs lieux d'habitation ; contre les syndicalistes qui menaceraient les JO ; contre les migrantEs victimes des politiques racistes renforcées par la loi Darmanin...

Cette montée de l'autoritarisme et des politiques liberticides a pour but de faire taire toute forme de contestation, dans une situation où le gouvernement et le patronat veulent nous presser toujours plus : réforme de l'assurance chômage, austérité dans les services publics, stagnation des salaires... Il faut également préparer la population aux possibles guerres, avec la course aux armements et la montée du militarisme, ce qui nécessite une population disciplinée et une jeunesse embrigadée.

UNITÉ ET RÉSISTANCES SOCIALES : UNE NECESSITÉ

Dans cette situation, nous avons besoin de reprendre l'offensive. L'an dernier, nous nous sommes mobilisés par millions, dans l'unité, contre la réforme des retraites. Au plus fort du mouvement, il était beaucoup plus dur pour le camp d'en face de mener ses politiques liberticides et racistes. C'est ce chemin là que nous devons retrouver pour inverser le rapport de force et sortir de la mécanique infernale dans laquelle nous nous trouvons.

L'ensemble de la gauche sociale et politique doit d'abord se retrouver pour résister ensemble à la criminalisation et pour défendre les libertés publiques. Elle pourrait ainsi redonner confiance au monde du travail et à la jeunesse dans leurs propres forces pour en finir avec ce système.

Mardi 23 avril 2024

l'Anticapitaliste
lantcapitaliste.org — hebdo mensuel émission

